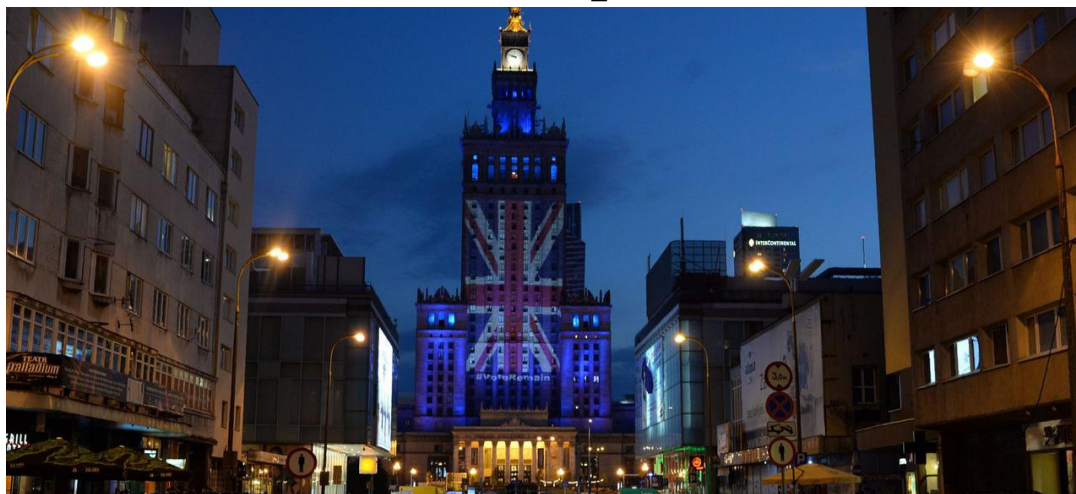


Brexit : pourquoi l'UE n'aime pas les référendums sur l'Europe



- Crédits photo : JACEK TURCZYK/AFP

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Benjamin Masse-Stamberger (#figp-author)

Publié le 23/06/2016 à 17h29

FIGAROVOX/TRIBUNE - Après Jean-Claude Juncker, Jacques Attali a critiqué l'existence même du référendum qui se tient ce jeudi au Royaume-Uni. Pour Benjamin Masse-Stamberger, certaines élites européennes ont la tentation d'«abolir» la démocratie.

*Benjamin Masse-Stamberger est journaliste et essayiste, membre fondateur du **Comité Orwell** (<https://www.facebook.com/ComiteOrwell/>). Ancien Grand reporter à l'Express, il est co-auteur notamment de **Inévitable Protectionnisme** (<http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Le-Debat/Inevitable-protectionnisme>)(Gallimard/Le Débat, 2011) et de **Casser l'euro pour sauver l'Europe (Les Liens qui Libèrent, ([http://www.editionslesliensquiberent.fr/livre-Casser l %E2%82%ACuro-361-1-1-0-1.html](http://www.editionslesliensquiberent.fr/livre-Casser-l-euro-pour-sauver-l-europe)) 2014). Il tient le blog **Basculements** (<http://basculements.com>).***

«Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens.» On se souvient de la sentence de Jean-Claude Juncker, prononcée début 2015, et destinée à faire rentrer les Grecs dans le rang de l'austérité. Depuis un certain temps déjà, les élites européennes

ont pris l'habitude de s'asseoir consciencieusement sur les choix des peuples, du «Non» Français au Traité constitutionnel en 2005, au camouflet infligé par les Grecs à la Troïka à l'été dernier, en passant par les votes néerlandais et irlandais.

Jusqu'à présent, les «corrections» apportée par l'oligarchie européenne aux votes populaires intervenaient toujours à postériori, donnant aux électeurs l'impression désagréable - et ô combien justifiée - qu'on ne les avait consultés que pour la forme. Trop voyant. Alors que le risque de Brexit fait passer un souffle glacé dans le cou des Européistes, c'est Jacques Attali, éternel conseiller des Princes, qui a décidé de s'y coller, afin de corriger ce léger défaut de conception. Et éviter la contagion du Brexit à d'autres populations influençables.

Sa solution est simple: il s'agit, ni plus ni moins, que...de supprimer les référendums sur l'Europe! «Un tel

Il s'agit, ni plus ni moins, que... de supprimer les référendums sur l'Europe !

référendum, écrit-il sur son blog à propos du Brexit, implique qu'un peuple peut remettre en cause toute évolution considérée jusque-là comme irréversible, telle qu'une réforme institutionnelle, une conquête sociale, une réforme des mœurs. (...) Selon notre conception occidentale du Droit, il existe des progrès irréversibles, (par exemple, la démocratie, la liberté du culte, l'interdiction du travail des enfants, l'abolition de la peine de mort) qu'un vote simple ne peut défaire.»

On aura saisi que l'appartenance à l'Union Européenne faisait partie de ces «progrès irréversibles» que le peuple, fut-il majoritaire, ne devrait pas être en mesure de défaire. «Toute décision ayant un impact lourd sur le sort des générations suivantes, écrit-il encore, ne devrait pas pouvoir être prise par une majorité de moins de 60% des votants, réaffirmée à trois reprises à au moins un an d'écart.»

Exit, donc, les référendums européens. On comprend en creux qu'il serait plus raisonnable de laisser la maîtrise

On aura saisi que l'appartenance à l'Union Européenne faisait partie de ces « progrès irréversibles » que le peuple, fut-il majoritaire, ne devrait pas être en mesure de défaire.

de nos destins - irréfléchis que nous sommes! - à nos élites si altruistes et si éclairées. Celles-là même qui nous ont vendu cette «mondialisation heureuse» qui, grâce au «doux commerce», devait éradiquer le fanatisme et la violence. Avec le succès que l'on sait. Les mêmes, également, qui ont conçu l'architecture de cette Europe-là, si bien pensée pour résister à toutes les tempêtes. Si solide, qu'elle fut finalement la plus déstabilisée par la crise financière, pourtant d'origine américaine. Si efficace, qu'elle a plongé le continent dans la récession et la déflation. Si protectrice qu'elle a fini par confier les clés de sa politique migratoire à Recep Erdogan, le président Turc.

Ce n'est bien sûr pas un hasard si cette proposition vient d'un membre éminent de nos chères élites hexagonales, proche de François Hollande, et grand défricheur d'idées nouvelles. Car, après nos amis Anglais, s'il est un pays qui pourrait être tenté par la sortie, c'est bien le nôtre, tant il est dans la ligne de mire des directeurs de conscience de Bruxelles et de Berlin. On l'a vu, en effet, avec en particulier la loi El-Khomri, dont l'essayiste Coralie Delaume a bien montré qu'elle était une réponse directe aux desiderata de Bruxelles. Seul hic: les Français commencent à réaliser plus précisément d'où viennent leurs problèmes. Et à comprendre que sortir de la centrifugeuse européenne devenue folle, pourrait bien être le seul moyen de rompre avec quarante années d'impuissance et de rétrécissement. Aussi le plus simple est-il sans doute d'opérer de manière préventive: empêcher le Frexit avant même qu'il puisse être envisagé.

Big Brother avait énoncé : « La guerre c'est la paix, la liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance, c'est la force ». A ce tryptique, on pourra désormais ajouter un ultime précepte : « La dictature, c'est la démocratie ».

Aussi une certaine rhétorique employée par nos élites masque-t-elle mal la volonté d'extraire du champ de la délibération populaire, une part croissante de décisions qui pourtant, concernent nos concitoyens de manière vitale. Interrogé sur le site du Monde, Attali s'est ainsi permis d'ajouter: «Il y a des choses irréversibles en démocratie, cela

s'appelle le progrès». Big Brother, lui, avait énoncé: «La guerre c'est la paix, la liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance, c'est la force.». A ce tryptique, on pourra désormais ajouter un ultime précepte: «La dictature, c'est la démocratie.»



Benjamin Masse-Stamberger
